



**Marché classifié
SECRET SANS
détention d'ISC**

SPECIAL FRANCE

Affaire suivie par : Raphaëlle BRUAND - Tél. : 05.57.04.64.36

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO408/2024

Marché n° 4600XXXXXX

**Gestion des véhicules et transport à la
demande**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Jérôme DEMOMENT agissant en qualité de Directeur des applications militaires

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La société XXXX, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PROJET DE MARCHÉ

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET3

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES.....3

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS :3

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION5

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX.....5

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE6

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION :6

ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS NON FORFAITAIRES.....7

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DU MARCHE :9

ARTICLE 10 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE9

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE10

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE10

ARTICLE 13 : CONDITIONS FINANCIERES10

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....12

ARTICLE 15 : PENALITES.....13

ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET13

ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE15

ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION16

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION18

ANNEXE 2 : MATERIELS MIS A DISPOSITION PAR LE CEA19

ANNEXE 3 : DECOMPOSITION DES PRIX DES PRESTATIONS.....21

ANNEXE 4 : CORRESPONDANCES SAP22

ANNEXE 5 : TABLEAU DES PENALITES APPLICABLES.....23

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet les prestations de gestion des véhicules et de transports à la demande pour le compte du Département d'Appui Opérationnel du CEA/CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité réf. 25DR0002 signé par les Parties dans sa version applicable,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) réf. DO009-25,
- Les instructions applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les sites du CESTA et du TEE, réf. « circulaire sécurité n° 14 du 30/05/2008 »,
- Le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable
- Le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A
- Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B,
- Les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- Le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- La convention d'hébergement réf. DO179,
- Et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire **réf. XX du XX/XX/XXXX**

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS :

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le CCTP référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

* Phase n°1 de réversibilité entrante (**forfaitaire et optionnelle**), d'une durée de deux semaine, prise avant la phase 2 opérationnelle,

* Phase n°2 opérationnelle (**48 mois fermes et 15 mois optionnels**), détaillée dans le tableau ci-après :

N° poste	Description	Forme du prix
1	Gestion et entretien du parc	
1.1	<u>Gestion de la flotte de véhicules VL et VU propriété du CEA relevant du contrat de maintenance national CEA :</u>	
	Planification des rendez-vous auprès des garages	FORFAIT
	Convoyage AR vers garage sur la base indicative de 2 par an par véhicule	FORFAIT
	Remorquage vers garage	BPU
1.2	<u>Gestion de la flotte des véhicules en LLD avec contrat d'entretien LLD auprès de concessionnaires</u>	
	Planification des rendez-vous auprès des concessionnaires	FORFAIT
	Convoyage AR vers garage sur la base indicative de 2 par an par véhicules	FORFAIT
	Remorquage vers garage	BPU
	Contrôle technique du véhicule	BPU
	Travaux de carrosserie, remplacement pare-brise ou optiques	Devis préalables
1.3	<u>Véhicules, VU, PL, remorques, vélos et chariot élévateur propriétés du CEA/CESTA dont la maintenance est à la charge du Titulaire</u>	
	Suivi administratif et prise de rendez-vous VL, VU, PL, remorques, vélos et chariot élévateur	FORFAIT
	Convoyage AR des véhicules VL/VU sur la base indicative de 2 par an par véhicule	FORFAIT
	Remorquage vers garage	BPU
	Maintenance des VL et VU	BPU
	Maintenance des PL	BPU
	Convoyage des conducteurs PL vers/depuis le garage	FORFAIT
	Maintenance préventive des remorques	BPU
	Maintenance préventive des vélos	BPU
	Maintenance préventive du chariot élévateur	FORFAIT
1.4	<u>Suivi du parc dans SIP2</u>	FORFAIT
1.5	<u>Réception des véhicules achetés ou loués</u>	FORFAIT
1.6	<u>Entretien utilisateur des véhicules de service</u>	BPU
2	Gestion des réservations et préparation des véhicules de missions	FORFAIT
3	Transports à la demande	
3.1	Gestion des réservations des demandes de transport	FORFAIT
3.2	Transport matin et soir vers gare de MARCHEPRIME	BPU
	Transport en journée, à la demande, vers gare MARCHEPRIME	FORFAIT
3.3	Transport vers gare BIGANOS	BPU
3.4	Transport interne à la demande	FORFAIT
3.5	Navettes SELF	FORFAIT
4	Gestion et maintenance des équipements associés	
4.1	Gestion et maintenance préventive des stations à carburant	FORFAIT
	Maintenance corrective des stations à carburant < 500 € HT	Devis préalables
4.2	Gestion et maintenance préventive du portique de lavage	FORFAIT
	Maintenance corrective du portique de lavage < 500 € HT	Devis préalables

* Phase n° 3 de réversibilité sortante (**forfaitaire et optionnelle**) d'une durée de deux semaines, démarrant 2 semaines avant la fin de la dernière période ferme ou affermie de la phase opérationnelle n° 2.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA et se décompose comme suit :

- Phase n°1 : réversibilité entrante (forfaitaire et optionnelle) : 2 semaines (préalablement à la phase 2 opérationnelle),
- Phase n°2 opérationnelle (ferme) : 48 mois
- Phase n°2 opérationnelle (optionnelle) : 15 mois
- Phase n°3 - réversibilité sortante (forfaitaire et optionnelle) : 2 semaines (inclus dans la phase 2 opérationnelle).

Le choix de lever la phase n°1 optionnelle relative à la réversibilité entrante se fera à la notification du marché.

Le choix de lever la période optionnelle de 15 mois se fera 3 mois avant son début d'exécution par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le choix de lever la phase n°3 optionnelle relative à la réversibilité sortante se fera un mois avant la fin d'exécution de la phase opérationnelle n°2 ferme ou affermie, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si les phases de réversibilité n°1 ou n°3 ou la période optionnelle de 15 mois ne sont pas levées ou ne sont que partiellement levées, aucune indemnité n'est versée par le CEA au Titulaire.

Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- Comme interlocuteurs techniques :
 - Pour le CEA : Roselyne GUIRLE Tél : 05.57.04.49.34
 - **Pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**
- Comme interlocuteurs commerciaux :
 - Pour le CEA : Raphaëlle BRUAND Tél : 05.57.04.64.36
 - **Pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations. Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION :**7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION**

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.

Les prestations sont réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30.

Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35. Pour information, outre les jours fériés, le centre du CESTA est fermé chaque année une douzaine de jours ouvrés.

A titre d'information :

- Le Terrain d'Expérimentations Extérieur (TEE) situé sur la commune de Lugos (33) est ouvert du lundi au jeudi de 8h à 16h. Le site est fermé le vendredi sauf demande exceptionnelle accordée par la Direction du centre ;
- La base d'Ile Longue (Crozon, 29) est ouverte pendant les jours et heures ouvrés, généralement du lundi au vendredi de 8h00 à 16h30 ;
- Le Centre CEA de Valduc (21) est ouvert du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30.

7.2 - LOCAUX ET MOYENS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le CEA met à la disposition du Titulaire des locaux, mobiliers, matériels informatiques et moyens matériels.

Les règles relatives aux locaux, mobiliers et matériels informatiques mis à disposition par le CEA au Titulaire sont indiquées dans la convention d'hébergement DO73, référencée à l'article 2 du présent marché. La convention d'hébergement est conclue entre le CEA et le Titulaire dès la mise à disposition des locaux.

Les règles relatives aux moyens matériels liés à l'exécution des prestations du marché mis à disposition par le CEA au Titulaire sont prévues à l'article 19 des CGA, référencées à l'article 2 du présent marché. La liste des moyens matériels est présentée en annexe 2 du présent marché.

7.3 - LIVRABLES ATTENDUS

Type de document	Délai d'obtention	Révision/Périodicité
Etats statistiques sur l'ensemble des postes du marché	Voir annexe 5 CCTP	Journalier
Engagement de l'employeur sur l'aptitude et la formation du personnel intervenant Analyse des risques et mesures de prévention associée – Liste des personnels, des matériels, des produits	2 semaines avant le plan de prévention. Le plan de prévention sera réalisé 3 semaines avant le début du marché.	Chaque année
Convention d'hébergement	1 mois maximum après le début d'exécution du marché	Dès modification
PAQP définitif	1 mois maximum après le début d'exécution du marché	Au fil de l'eau
Plan contractuel de sécurité	A la remise de l'offre	Révisable conformément à la réglementation en vigueur
Rapport d'activités semestriel et Annuel	15 jours calendaires après chaque date anniversaire du marché	Tous les six mois
Bilan d'activités mensuel	Avant le 10 de chaque mois	Tous les mois
BPU mis à jour	Avant le 10 de chaque mois	Mensuellement

7.4 - REUNIONS DE SUIVI

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent marché. Elles sont détaillées à l'article 9 du CCTP. Il s'agit notamment de :

- Réunion de préparation,
- Réunion de lancement,
- Réunions sécurité,
- Réunions annuelles et semestrielles,
- Réunions mensuelles.

A l'issue de chaque réunion, les comptes rendus de réunion sont établis par le CEA/CESTA et envoyés au Titulaire avant diffusion, pour approbation dans un délai de 15 jours ouvrés.

ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS NON FORFAITAIRES**8.1 - PRESTATIONS REMUNEREES SUR BORDEREAUX DE PRIX (POSTES 1.1, 1.2, 1.3, 3.2 ET 3.3) :**

A la survenance d'un besoin relevant des prestations rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires prévus en annexe 3 du présent marché, le CEA émet un ordre de service (OS) et l'adresse au Titulaire par e-mail. Chaque OS comprend :

- la désignation des unités d'œuvres et leur volumétrie,
- les délais associés,
- les contraintes d'intervention sur site le cas échéant,
- le(s) montant(s) unitaire(s) et le montant total (cf. annexe 3 du présent marché),
- la référence du présent marché,
- le numéro de l'OS spécifique et la date d'émission.

Il respecte impérativement les dispositions du présent marché et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque OS, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 5 jours ouvrés après sa réception, par courriel. Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans un OS préalablement et expressément accepté par le CEA.

Egalement, le Titulaire mettra à jour mensuellement les quantités réellement exécutées dans le BPU au format Excel, pour chaque unités d'œuvre consommées. Les formats de suivi d'activités mensuels et cumulés seront définis par les parties au démarrage du marché.

8.2 - PRESTATIONS REMUNEREES SUR DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES (POSTES 1.2 ; 1.3 ; 4.1 ET 4.2) :

L'ensemble des prestations de maintenance préventives et correctives sont rémunérées sur devis préalables dès lors qu'elles ne sont pas prévues au BPU. Sont concernées les prestations suivantes :

- Prestations de carrosserie, remplacement du pare-brise et des optiques des véhicules en LLD (Poste 1.2) ;
- Prestations de maintenance corrective des véhicules légers, poids lourds, vélos, remorques – appartenant au CEA CESTA, et du chariot élévateur (Poste 1.3) ;
- Prestations de maintenance corrective des stations à carburant (Poste 4.1) et du portique de lavage (Postes 4.2).

A la survenance d'un besoin ne relevant ni des prestations forfaitaires, ni des prestations rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires, le CEA adresse au Titulaire une Fiche de Modification sur devis préalables (FDMDP) qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comportant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de prestations et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FDMDP spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque FDMDP, le Titulaire doit renvoyer par fax ou courrier au plus tard dans les 5 jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et de peines et soins et/ou coefficients de sous-traitance indiqués en annexe 3 du présent marché. Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet de négociations entre les deux Parties. L'acceptation sans réserves du devis, formalisée dans la FDMDP correspondant(e) signée par le CEA, vaut « bon pour exécution ». Le Titulaire ne peut engager aucun(e) prestation sans devis préalablement et expressément accepté par le CEA, et sa FDMDP afférent(e) signé(e) par le CEA.

Chaque mois, le Titulaire établit un récapitulatif de l'ensemble des prestations réalisées par devis préalable sur chaque véhicule, qui seront joints à cet état récapitulatif. Ce document devra être visé par le responsable CEA à la fin de chaque mois. Il servira de base à la facturation mensuelle correspondante.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ :

- Concernant les prestations de gestion des réservations et préparation des véhicules de missions (Poste 2) rémunérées au forfait :

Sur demande de l'une des Parties, en cas d'augmentation ou diminution supérieure à 10% du nombre annuel de véhicules de missions faisant l'objet de préparation, la modification du montant forfaitaire se fera au prorata des quantités modifiées, par voie d'avenant.

- Concernant la maintenance préventive et corrective des VL et PL (Poste 1.3) rémunérée au bordereau de prix unitaires :

En cas de véhicule venant en remplacement d'un autre, ou en cas d'ajout d'un véhicule supplémentaire, les Parties conviennent d'appliquer les prix identiques à ceux prévus au BPU dès lors que le véhicule remplacé dispose des caractéristiques suivantes similaires : marque, modèle, motorisation, année de mise en service et kilométrage.

Si les caractéristiques ne sont pas identiques, le Titulaire proposera au CEA un prix unitaire qui sera intégré au BPU sous réserve de l'acceptation du CEA/CESTA.

Le nouveau prix unitaire ne pourra conduire à une augmentation supérieure à 20 % par rapport à la moyenne des prix unitaires initiaux ou révisés du segment du véhicule concerné.

- Concernant l'ensemble des prestations du marché :

Le cas échéant, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent marché de nouvelles Unités d'œuvre (UO) gérées au BPU, et plus particulièrement pour des prestations chiffrées sur la base de devis préalables et devenant récurrentes. Le chiffrage par le Titulaire de ces UO pourra faire l'objet de négociations entre les Parties.

Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix existants et les montants plafonds du présent marché. Cette création de nouvelles UO sera formalisée dans un compte rendu d'avancement mensuel de suivi des prestations qui sera signé des Parties.

ARTICLE 10 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

- Sur le volet social :

La prestation « entretien préventif et correctif du parc de vélos » (Poste 1.3) est soumise à la réalisation d'une action d'insertion sociale permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes. Cette clause est indiquée à l'article 6.1.1.3.4 du CCTP.

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont prévues à l'annexe 5 du présent marché.

- Sur le volet environnemental :

Les spécifications techniques sont décrites à l'article 7.6 du CCTP. Elles concernent notamment la formation du personnel à l'éco-conduite, l'utilisation de véhicules porteurs de la vignette Crit'Air 2, 1 ou électrique, ou encore l'utilisation de consommables et de fournitures disposant d'un label environnemental.

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont prévues à l'annexe 5 du présent marché.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

L'opération de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elle intervient dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA.

L'opération de réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

Les périodes de garanties applicables au présent marché sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les documents applicables référencés dans l'article 2.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 13 : CONDITIONS FINANCIERES

13.1 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant total du présent marché s'élève à la **somme plafond de XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations fermes et forfaitaires,
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations optionnelles et forfaitaires (Phases de réversibilités entrante n°1 et sortante n°3, et la période optionnelle de 15 mois),
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations sur bordereau de prix (montant plafond sur la durée totale du marché),
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations sur devis (montant plafond sur la durée totale du marché).

La décomposition de l'ensemble des montants est présentée en annexe 3 du présent marché.

Le montant indiqué au titre des prestations au bordereau de prix unitaires et sur devis préalables forfaitaires n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter.

Le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

13.2 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

13.3 - REVISION DES PRIX

Les prix proposés au titre du présent marché sont établis aux conditions économiques du mois de février 2025 (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes durant la première année du marché, et révisables annuellement à chaque date d'anniversaire. La mise à jour fait l'objet d'une demande écrite de l'une des Parties, un mois avant le démarrage de l'année considérée, faisant ressortir le développement de la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \times \left(0.15 + 0.45 \times \frac{ICHTN_t}{ICHTN_0} + 0.40 \times \frac{FSD3_t}{FSD3_0} \right)$$

P ₀	Prix du marché
P	Prix révisé
ICHTN ₀	Indice du « coût horaire des activités de services administratifs et de soutien » publié au bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE (réf. 1565183) du mois de remise de l'offre, soit mars 2025
ICHTN _t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire
FSD3 ₀	Indice des frais et services divers catégorie 3 du mois de remise de l'offre, soit mars 2025
FSD3 _t	Dernière valeur officielle connue de ce même indice au moment de la demande du Titulaire

Il appartient au CEA de faire connaître sa position sur la demande de révision de prix émise par le Titulaire.

Dans le cas où l'application de la formule de révision conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Lors de la demande de révision des prix, le Titulaire sera tenu de transmettre le BPU en format Excel mis à jour en notant les véhicules sortis du parc et ajoutant les nouveaux véhicules et les prix associés. Les dates d'entrées et/ou de sorties d'un véhicule devront être indiquées dans ce même document.

Les prix ainsi révisés sont fermes pour l'année considérée.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

14.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le CEA procède au paiement du présent marché selon l'échéancier suivant :

- Pour les prestations forfaitaires : le CEA procède au paiement de 100% du montant mensuel (initial ou révisé) hors taxes, à terme échu, à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal mensuel d'avancement des prestations.
- Pour les prestations rémunérées au bordereau de prix unitaires et sur devis préalables : le CEA procède au paiement de 100% du montant total hors taxes des prestations réalisées et réceptionnées sans réserves par le CEA au cours du mois considéré.

14.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- Le code service : BOR-D,
- La référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : **n° de commande SAP / P6F95,**
- L'intitulé du marché,
- La date d'émission de la facture,
- Le libellé exact de l'échéance facturée
- Le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée, indiqué en annexe 4 du marché.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix des postes forfaitaires font l'objet d'une facturation séparée (cf annexe 4) et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception).

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, sans mise en demeure préalable, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

15.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Ces pénalités sont plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total forfaitaire hors taxes du marché tel que défini à l'article 13.1 du présent marché.

L'ensemble des pénalités spécifiques applicables sont décrites dans l'annexe 5 du présent marché.

ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET

Les dispositions du présent article ne se substituent pas aux dispositions du plan contractuel de sécurité applicable.

Le Marché est un marché classifié de niveau Secret (S) au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- Des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- Du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- De l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- De l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- De l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT par jour de retard.

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.
9. Dans la mesure où le Marché porte la mention complémentaire « Spécial France » au sens de de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer et ce pour toute la durée du Marché et en particulier à n'affecter aux prestations concernées, objets du présent marché, que du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité. Par ailleurs, aucune société de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE

17.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre. Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui

contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

17.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil. Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

18.1 - AUDIT DE MARCHÉ

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

18.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

18.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

18.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA

ANNEXE 2 : MATERIELS MIS A DISPOSITION PAR LE CEA**1. Type de moyen**

Les moyens concernés par la présente annexe sont les matériels ou équipements nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché et mis à la disposition du Titulaire par le CEA dans ses locaux.

2. Gestion dans les locaux du CEA

Les moyens mis à la disposition du Titulaire par le CEA dans ses locaux, restent propriété du CEA. Tout dommage causé par un accident, un incendie ou une explosion affectant ce moyen doit être signalé par écrit au CEA dans les 48 heures de sa survenance.

3. Propriété et liquidation

1. Le moyen acquis par le Titulaire et facturé au CEA, devient la propriété de ce dernier.
2. Les autres moyens mis à la disposition du Titulaire par le CEA demeurent la propriété de ce dernier.
3. Toutefois, le Titulaire a la possibilité de se rendre acquéreur de tout ou partie de ces moyens moyennant un prix qui doit être déterminé dans chaque cas par un accord entre les Parties en tenant compte de l'état d'usure dudit moyen.

Liste du matériel :

Local	Matériel	Réf.	Documents/ notices d'utilisation fournies ?	Habilitation/ formations requisés ?	Contrôles périodiques réglementaires ?	Si oui : périodicité	Date du dernier contrôle
XX	2 Crics rouleur FACOM / 3 Tonnes	XX					
XX	1 Cric rouleur 2 Tonnes	XX					
XX	1 Cric PL Hydrofer 10 Tonnes	XX					
XX	1 Pont élévateur 3 Tonnes et 2 colonnes / FOG	XX					
XX	1 Pont élévateur 3,140 Tonnes et 4 colonnes / FOG	XX					
XX	Compresseur 10 bars	XX					
XX	Chargeur/ Booster GYS Pack 810	XX					
XX	Chargeur/Booster GYS INVERTER 40 HF	XX					
XX	Chargeur GYS STARTIUM 980E	XX					
XX	2 Manomètres WURTH	XX					
XX	3 Clés en croix	XX					

XX	1 Etau	XX					
XX	1 Coffret clés à choc	XX					
XX	1 Testeur de batterie TBT 100	XX					
XX	1 Multimètre DYNALTER 382	XX					
XX	1 Scie à métaux	XX					
XX	1 Marteau	XX					
XX	1 Masse	XX					
XX	2 clés dynamométrique / FACOM	XX					
XX	1 Coffret à cliquet 1/3 FACOM / manque cliquet	XX					
XX	1 Boite à outils FACOM 3 Compartiments	XX					
XX	2 Pincés multiples	XX					
XX	1 Pince plate	XX					
XX	2 Pincés à clips	XX					
XX	2 Pincés à cosse	XX					
XX	1 Marteau	XX					
XX	1 Chasse goupille	XX					
XX	1 Tournevis testeur	XX					
XX	5 Tournevis plat	XX					
XX	1 Tournevis cruciforme	XX					

ANNEXE 3 : DECOMPOSITION DES PRIX DES PRESTATIONS

A - DECOMPOSITION DES MONTANTS FORFAITAIRES / BPU / DEVIS

B - BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES (BPU)

C - TAUX HORAIRES ET COEFFICIENTS APPLICABLES AUX PRESTATIONS SUR DEVIS



ANNEXE 4 : CORRESPONDANCES SAP



ANNEXE 5 :TABLEAU DES PENALITES APPLICABLES

Marché "Gestion de véhicules et transport à la demande pour le compte du CEA/CESTA"			
Défaillances et pénalités associées en complément de celles définies dans les CGA			
Conformément à l'article 14 du marché, le montant total des pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché.			
POSTE CONCERNE	DEFAILLANCES	MONTANT PENALITE	MODALITES D'APPLICATION
Généralités	Manquement au PAQ	150,00 €	Dès la première occurrence
	Retard à une prise de poste	150,00 €	A partir du deuxième retard annuel
	Non-respect de la réglementation en vigueur sur le site du CEA/CESTA	400,00 €	Dès la première occurrence
	Non-respect des règles de sécurité liées aux installations	400,00 €	Dès la première occurrence
	Non-respect des dispositions environnementales listées au CCTP	100,00 €	Dès la première occurrence, par constat
	Moyen matériel manquant devant être mis en place par le Titulaire pour la réalisation de la prestation (aspirateur, gonfleur, ...)(article 7.5)	100,00 €	Dès la première occurrence
	Absence d'auto contrôles des prestations du CCTP (article 8.1)	50,00 €	Dès la première occurrence
	Non transmission des livrables dans les délais contractuels	50,00 €	Dès la première occurrence
	Statistiques non renseignées ou erronées	50,00 €	Dès la première occurrence
	Absence de suivi des formations/autorisations obligatoires, internes au CEA	50,00 €	Dès la première occurrence
	Pilote CEA non informé en cas de problématiques liées à la réalisation des prestations (événements majeurs/dysfonctionnements importants dans la réalisation d'une prestation, non fonctionnement de logiciel, difficultés empêchant la réalisation normale de la prestation, ...)	100,00 €	Dès la première occurrence
	Absence d'enquête annuelle de satisfaction	50,00 €	Dès la première occurrence
	Absence aux réunions contractuelles	150,00 €	Dès la première occurrence
POSTE 1	Erreurs ou oubli de saisie sur le SIP2	100,00 €	A partir de la deuxième erreur/oubli
	Absence d'un document réglementaire dans un véhicule	200,00 €	Dès la première occurrence
	Repérage des véhicules non effectué (stickers) ou erroné	50,00 €	A partir du deuxième manquement
	Absence de prise de rendez-vous de maintenance pour les véhicules dans le temps imparti	100,00 €	Dès la première occurrence
	Non-réalisation de la maintenance d'un véhicule	100,00 €	Dès la première occurrence
	Contrôles réglementaires des véhicules non programmés avant la date limite	500,00 €	Dès la première occurrence
	Maintenance préventive d'un vélo ou remorque non effectuée	50,00 €	Dès la première occurrence
	Relevé kilométrique non effectué	100,00 €	A partir du troisième oubli annuel
	Deux entretiens « utilisateurs » pour chaque véhicule de service non effectué (poste 1.3)	150,00 €	Dès la première occurrence pour tout véhicule n'ayant pas deux entretiens/an
	Maintenance préventive annuelle non réalisée pour une remorque, un vélo ou le chariot élévateur	100,00 €	Dès la première occurrence
	Non-respect durant plus de deux mois consécutifs de la clause d'insertion sociale	200,00 €	Dès la première occurrence
	Devis supérieur aux seuls définis, validé sans accord du pilote	100,00 €	Dès la première occurrence
	Défaut de nettoyage d'un véhicule	150,00 €	Dès la deuxième occurrence
POSTE 2	Véhicule de mission non préparé ou mis à disposition pour la date et/ou l'horaire demandé	100,00 €	Dès la première occurrence
	Mission non renseignée dans SIP2	100,00 €	A partir du troisième oubli dans l'année
	Mission autorisée pour une personne ne figurant pas dans la liste du personnel autorisé	50,00 €	Dès la seconde occurrence
POSTE 3	Navette demandée mais non réalisée dans le temps imparti	100,00 €	Dès la première occurrence
	Dessertes vers gares non réalisées	100,00 €	Dès la première occurrence
	Non prise en compte d'une demande de réservation de transport	50,00 €	Dès la première occurrence
	Circuit de transport pour le self non réalisé	100,00 €	Dès la première occurrence
	Non respect des règles de circulation ou des vitesses réglementaires sur le site	200,00 €	Dès la première occurrence
	Absence d'entretien ou entretien réglementaire non réalisé	50,00 €	Dès la première occurrence
POSTE 4	Devis supérieur aux seuls définis, validé sans accord du pilote	100,00 €	Dès la première occurrence
	Maintenance préventive ou corrective de la station essence ou du portique de lavage non réalisée	100,00 €	Dès la première occurrence